

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-maliennes et sur l'intervention militaire française au Mali, à Bamako le 2 février 2013.

LE PRÉSIDENT : « Je suis venu au Mali pour exprimer la solidarité de la France avec le peuple malien et mon soutien et ma reconnaissance aux soldats français qui depuis trois semaines, au péril de leur vie, sont engagés pour aider le Mali à lutter contre le terrorisme. Le nom de Damien BOITEUX restera à tout jamais gravé dans les mémoires du peuple malien et du peuple français. Je voulais venir aussi au Mali pour saluer l'action que les Africains eux-mêmes engagent : les Maliens d'abord, ce sont eux qui participent à la reconquête de leurs territoires contre le terrorisme et aussi les forces de la MISMA qui progressivement se regroupent et montent vers les villes qui ont été libérées.

Enfin, je voulais dire aux Maliens qui venaient près de moi, pour remercier la France, que nous n'en avons pas terminé, que nous avons à poursuivre l'action dès lors que l'ensemble du territoire malien n'est pas encore complètement libéré. Nous serons aux côtés des Maliens, des Africains, y compris au nord du Nord Mali, pour que les groupes terroristes soient chassés.

Enfin, je voulais avoir une discussion amicale avec le Président TRAORE. Car c'est lui qui a fait appel à nous et qui a été, lui aussi, décisif pour mobiliser la communauté internationale et la France dans cette action.

Maintenant les Maliens ont une responsabilité qui est d'engager ce processus politique. J'ai rencontré à l'instant avec les ministres français et les ministres maliens, les forces vives du Mali. La feuille de route qui a été élaborée doit conduire à des élections au mois de juillet et à une réconciliation générale.

Il ne m'appartient pas de dire avec quelles forces les Maliens doivent discuter. Ce que je sais, c'est que ceux qui portent des armes doivent les déposer et que ceux qui utilisent des armes contre les Maliens, et a fortiori contre nous, seront combattus et vaincus.

Enfin, je viens au Mali, là où sont détenus nos otages, pour dire à ceux qui les détiennent qu'il est encore temps de les libérer et que nous faisons tout pour qu'il en soit ainsi. Je pense à leurs familles que j'ai rencontrées avec le ministre des Affaires étrangères il y a quelques jours. Je me suis engagé pour que nous fassions tout, pour que ces otages, ces ressortissants français retrouvent la liberté.

Voilà, je veux répondre à vos questions ».

QUESTION : « La France est venue dans le cadre de l'opération Serval pour traquer les terroristes. Mais nous n'avons compris ces derniers temps, le fait que des terroristes étrangers, les Mauritaniens, les Algériens, les Afghans sont traqués et que l'on ménage parallèlement les terroristes nationaux notamment les gens du MNLA. Quel est le bien-fondé de cette tactique ? »

LE PRÉSIDENT : « Nous, nous sommes aux côtés des Maliens pour traquer, comme vous dites, tous les terroristes, quelle que soit leur nationalité, dès lors qu'ils se sont coalisés pour déstabiliser le Mali.

Ceux qui veulent faire de la politique ont le droit de faire de la politique. Mais dans tout pays démocratique, on fait de la politique avec des bulletins de vote. Pas avec des armes. Mais il appartient aux Maliens de décider eux-mêmes ce qu'ils font du processus politique et de l'organisation des élections ».

QUESTION : « Vous avez parlé des otages. Vous lancez aux preneurs dotages presque un appel. Aux preneurs dotages, vous dites « il est encore temps de les libérer ». Est-ce à dire que des discussions sont en cours ou cest un simple appel ? »

LE PRESIDENT : « Non, il ny a aucune discussion. Il y a simplement un sens de la responsabilité qui est le nôtre et qui est de dire, à ceux qui les ont enlevés et qui les détiennent encore depuis trop longtemps et certains depuis plus de deux ans quil est encore temps de les libérer, que nous sommes là, tout près, et quils peuvent donc faire maintenant lacte qui est attendu deux, sans négociation ».

QUESTION : « A vous entendre parler, il me semble que votre arrivée au Mali constitue aussi un repère pour laprès-guerre, lavenir du Mali et aussi les risques dun conflit ethnique. Maintenant que la fin de la guerre est très proche, est-ce que la France est prête à aider le Mali dans laccélération de son processus de décentralisation ? De nos jours, les chiffres font ressortir que seulement 2% des investissements vont auprès des communes ».

LE PRESIDENT : « La France a fait son devoir en répondant à lappel du Président TRAORE. Elle la fait sur le plan militaire. Mais son devoir ne sarrête pas là. Dabord parce que lopération militaire va elle-même avoir un terme. Nous navons pas vocation à rester au Mali. Nos forces qui représentent 3 500 hommes aujourd'hui vont progressivement refluer, les éléments de la MISMA vont se mettre en place.

Il y aura toujours un soutien, un appui logistique pour que la MISMA fasse son travail, cest-à-dire sécurise lensemble du Mali et nous mènerons cette tâche avec nos amis européens qui se sont pleinement engagés à nos côtés.

Mais il y a une autre phase qui sengage dès aujourd'hui, qui est la phase de laide au développement. Les ministres sont ici présents de manière dabord à ce que laide internationale de 500 millions deuros pour le financement de la MISMA mais pas seulement, pour aussi un certain nombre dactions puisse être pleinement utilisée £ laide européenne, très importante qui doit être également mobilisée £ et puis laide française.

Je salue les ressortissants français, ici présents au Mali, qui ont avec beaucoup de sang-froid gardé nos intérêts ici, je parle de nos intérêts économiques. Mais ils ont également, par leur présence, montré une solidarité avec les Maliens. Nous continuerons donc à faire ce travail et même à lamplifier dans le cadre dune politique de développement.

Et puis, sur le plan politique, je nai que des messages à faire passer. Premier message : nous devons faire en sorte quil ny ait aucune exaction qui soit commise. Bien sûr quil y a un esprit de revanche, bien sûr quil y a la tentation de punir ceux qui ont commis des actes. Mais il y a une justice pour cela : une justice malienne et une justice internationale. La Cour pénale internationale est saisie. Ceux qui se sont conduits de manière atroce relèveront de ces tribunaux. Mais toute exaction, on le voit, sera utilisée pour déconsidérer laction qui est menée.

Le second message que jai à faire passer, cest que la démocratie malienne a longtemps été présentée comme un exemple. Dès lors, elle doit toujours être cette référence. Doù le processus électoral, la feuille de route que la France soutient pleinement et lesprit de concorde et de réconciliation.

Et puis enfin, il y a vous parlez de décentralisation sûrement des choix à faire pour le Mali. Mais il ne nous appartient de les faire ces choix à la place du Mali. Ce sont les Maliens qui détermineront comment mieux décentraliser, mieux décider, au plus près de la population.

Dernier point, mais je lai tellement répété ! Nous, ici, nous ne défendons aucun intérêt. Cest pour cela que les Maliens nous accueillent de cette façon. Parce quils savent bien que nous sommes ici pour défendre des valeurs, des principes et un peuple ami et pour lutter contre la fanatisme, la barbarie et le terrorisme. Jétais à Tombouctou et jai vu une population bien sûr soulagée, heureuse, fière. Mais jai vu aussi des monuments qui avaient été saccagés, des manuscrits qui avaient été brûlés.

Il y a donc je crois ce devoir de solidarité que nous avons montré, nous la France, mais c'est est aux Maliens de décider de leur avenir ».

QUESTION : « Vous pouvez constater que depuis votre intervention historique au Mali, vous et

vous seuls dans tout le monde entier, les Maliens ont reconnu que ce n'est plus la colonie française, les Africains qui ont contribué à libérer la France, mais que cette fois-ci c'est le contraire. Monsieur le Président, vous avez libéré le Mali, vous seul ! Mais le plus dur, le plus difficile reste « comment revivre ensemble avec nos frères, surtout ceux du MNLA » qui ne représentent pas la majorité mais qui ont tué, qui ont violé, qui ont volé même dans les familles qui les ont vus grandir ? Alors puisque vous avez aidé à libérer, qu'est-ce que la France va faire pour aider également à faciliter le re-vivre ensemble parce que c'est ce qui est le plus difficile ? »

LE PRESIDENT : « D'abord merci pour votre question. Cela me permet d'anticiper par rapport à ce que je vais dire si je peux dire un mot d'ailleurs place de l'indépendance parce que je sais qu'une foule importante nous attend.

Moi, je n'oublie pas ce que les Maliens ont fait pour la France, pour la liberté de la France, dans des moments très éprouvants pour l'histoire de mon pays, où des soldats maliens, sous le drapeau français, ont permis que l'honneur de la patrie, la mienne, puisse être sauvé. Je n'oublie pas. C'est parce que je n'oublie pas ce que les Maliens ont fait pour la France que la France a pris la décision d'intervenir, aux côtés du peuple malien, dans l'épreuve qu'il traversait face au terrorisme.

Ensuite, je vous l'ai dit, moi je n'ai pas à juger tel ou tel mouvement. Je sais que la démocratie ne se fait qu'avec des partis politiques organisés et avec des forces qui renoncent nécessairement à l'utilisation des armes.

Il y a cet esprit de revanche, vous l'avez rappelé. Mais il y a aussi l'esprit de concorde. Et donc c'est dans un processus politique où toutes les composantes doivent être à leur place, mais celles qui acceptent la démocratie et l'unité territoriale du Mali !

C'est cela le point important. C'est ce qui a justifié aussi notre intervention, parce qu'à un moment c'était la séparation qui était en cause et on a vu que de la séparation nous étions arrivés à l'annexion, à l'invasion, car ce qui était en cause à travers la colonne terroriste qui se présentait au Nord de Bamako était bien le basculement du Mali tout entier dans le fondamentalisme et la visée terroriste.

Là encore, si nous sommes intervenus avec les Africains, avec le soutien des Européens, ce n'est pas seulement pour le Mali, mais pour toute l'Afrique de l'ouest qui était menacée par cette opération. D'où d'ailleurs le soutien que nous avons reçu, l'accueil que nous avons eu de tous les pays de l'Afrique de l'ouest qui doivent maintenant aussi, à travers la MISMA, prendre leurs responsabilités et en fraternité avec les Maliens.

QUESTION : « Sur le sort des otages, vous avez indiqué tout à l'heure que les ravisseurs pouvaient encore les libérer. Cela sonne-t-il comme un avertissement ? Etes-vous plus optimiste sur leur sort qu'avant le début des opérations ? S'ils ne tempèrent pas, quel type d'action est prête à mener la France ? Merci ».

LE PRESIDENT : « Nous l'avons dit nous sommes toujours ouverts à tout contact. Mais ce qui doit être fait c'est la libération et nous sommes présents, tout prêts. A partir de là les ravisseurs doivent comprendre que le moment est venu de libérer les otages. Je n'en dirai pas plus, parce que je ne veux en aucun cas mettre en péril la vie de nos otages ».

QUESTION : « Avez-vous parlé du capitaine SANOGO qui constituait un obstacle pour l'intervention militaire au Mali ? ».

LE PRESIDENT : « Je ne parle pas des affaires intérieures du Mali. Je parle de son avenir, de sa sécurité, des conditions de la réconciliation mais il ne m'appartient pas de parler des personnes ».

QUESTION : « Vous avez dit hier que vous fixeriez aujourd'hui un délai, du moins pour entamer le retrait des troupes françaises. Après avoir vu ce que vous avez vu sur le terrain à Tombouctou, avez-vous une religion sur cette question ? Les forces françaises vont-elles se retirer et dans quel délai ? »

LE PRESIDENT : « Je n'emploierai pas le mot « religion ». Mais ce que je peux vous dire c'est que je repars du Mali avec grande confiance : grande confiance dans la capacité de nos soldats et grande confiance dans l'armée malienne qui a reconstitué ses forces et grande confiance dans la montée en charge de la MISMA et grande confiance dans les autorités politiques du Mali pour

engager le processus de réconciliation et les élections à grande confiance à l'égard du peuple malien qui a fait la démonstration de sa force, de sa vitalité, de son amitié à l'égard de la France et jamais je ne l'oublierai.

Est-ce que tout est pour autant terminé ? Non. Il y a encore toute une partie au Nord qui n'est pas reconquise par les maliens. Il y a des éléments terroristes qui sont concentrés dans certains points du territoire, d'autres qui se sont dispersés. Il y a aussi des risques terroristes qui demeurent. Nous n'avons donc pas encore terminé notre mission.

Mais nous n'avons pas vocation à rester et à mesure que la souveraineté du Mali sera retrouvée, à mesure que la MISMA pourra se substituer à nos propres troupes, nous nous retirerons. J'allais dire, le retrait est inscrit.

Il n'y a aucun risque de délitement, parce que nous avons le soutien de la population, parce que les Africains sont là, parce que les Européens sont présents, parce que nous avons une communauté internationale qui également est à l'unisson et parce que nous avons une légalité internationale qui sera de notre côté et qui va aussi évoluer en fonction de l'opération : progressivement, le maintien de la paix se substituera à l'intervention elle-même.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire ».